

Le gouvernement Michel fête ses 2 ans. Ce n'est pas un joyeux anniversaire !



PAS DE QUOI SE
RÉJOUIR...

fin de la semaine des 38H,
diminution des allocations,
saut d'index, marge salariale
limitée, recul de l'âge de la
pension, pensions plus basses,
factures en hausse, tax shift
injuste, flexibilité à outrance,
concertation bidon, perte de
revenu, trop peu d'emplois,
chômage des jeunes trop élevé,
démantèlement des services
publics, pension des services
publics et enseignants en
baisse, érosion de la
sécu, hausse de la
TVA, des accises,
des taxes, ...



Le gouvernement Michel fête ses 2 ans. Il n'y a pas de quoi s'en réjouir. Pourtant, il existe des alternatives. Les employeurs et le gouvernement doivent prendre de vrais engagements !

Rejoignez-vous à la manifestation du
29 septembre à Bruxelles



FGTB
Ensemble, on est plus forts

Le gouvernement Michel fête ses 2 ans et il n'y a vraiment pas de quoi s'en réjouir. Factures plus élevées, protection sociale réduite, travailler plus et plus longtemps pour moins et de manière toujours plus flexible. Distribution de cadeaux aux grosses fortunes et aux entreprises. **Nous voulons une autre politique, une politique plus juste, honnête et équilibrée, respectueuse des travailleurs.**

Il y a des alternatives ! Voici ce que nous proposons.

Une augmentation du pouvoir d'achat ! C'est nettement plus favorable à l'économie qu'un saut d'index et une marge salariale réduite !

- L'indexation permet aux salaires et allocations sociales de suivre l'augmentation des prix. C'est le minimum pour garantir et améliorer le pouvoir d'achat.
- De nombreux secteurs et entreprises se portent bien. Les travailleurs, qui contribuent largement à cette bonne santé économique, doivent aussi pouvoir en profiter. C'est possible via des négociations salariales libres de sorte que les travailleurs puissent aussi recevoir leur part du gâteau. Cela se traduit par des répercussions positives sur l'économie !

Plus de travailleurs avec un emploi faisable, plutôt que des cadeaux aux employeurs.

- Les réductions de cotisations patronales doivent être très ciblées, de façon à générer un maximum d'emplois. Une distribution non-ciblée à toutes les entreprises, c'est moins de soutien pour celles qui en ont vraiment besoin.
- Tout emploi ne s'apparente pas nécessairement à une avancée. Flexi-jobs, augmentation des heures (supplémentaires) de travail, augmentation de la charge de travail : ce n'est pas un progrès ! C'est pourquoi nous exigeons un travail véritablement soutenable et faisable : une meilleure combinaison vie professionnelle/vie de famille, la prévention des burnouts, une flexibilité à la mesure du travailleur via des horaires adaptés ...

Des pensions de qualité. Plutôt que de relever l'âge de la pension à 67 ans.

- Le relèvement de l'âge de la pension est injuste et inégal. Travailler plus longtemps parce que nous vivons plus longtemps est un raisonnement qui ne tient pas la route. Les personnes peu scolarisées exercent souvent des métiers lourds et vivent moins longtemps en bonne santé. C'est pourquoi l'âge d'accès à la prépension et à la pension doit tenir compte de la longueur de la carrière et de la pénibilité du travail.
- Aujourd'hui, les travailleurs sont souvent pressés comme des citrons. Nous exigeons un travail véritablement soutenable et faisable à chaque phase de la carrière, et pas seulement à la fin de celle-ci.
- Nous voulons une pension de qualité pour tous. Les minima actuels sont beaucoup trop bas. Beaucoup de travailleurs du secteur privé ne touchent qu'une faible pension. Nous voulons une augmentation de la pension et non une diminution des pensions publiques. Une amélioration des pensions est possible de différentes façons : mettre plus de personnes au travail en créant plus d'emplois, maintenir des personnes au travail en favorisant un travail véritablement soutenable et faisable, accroître la participation des grosses fortunes au financement public et à la sécurité sociale.

Des impôts équitables. Tout euro perdu accroît la pression sur les contribuables.

- Chaque euro doit être imposé de la même façon, en tenant compte bien sûr des moyens de chacun. Que cet euro soit le fruit de spéculations boursières ou du travail. Bref, tous les revenus doivent être imposés globalement et de façon équitable.
- Nous voulons une plus grande contribution des revenus du capital. Les revenus locatifs doivent être correctement imposés (aujourd'hui seul un forfait est appliqué).
- Fair-play fiscal. Il faut en finir avec les échappatoires. Sociétés de gestion, Panama Leaks, Lux Leaks, Swiss Leaks... la liste des échappatoires fiscales pour les grosses fortunes et les entreprises est infinie. Le gouvernement doit s'y atteler sérieusement.

Des services publics de qualité = que du bonus pour tous.

- Les gouvernements doivent continuer à investir dans des services publics de qualité. Pour garantir une égalité des chances au sein de la société et pour que chacun puisse compter sur le meilleur service possible. Que du bonus, pour les citoyens comme pour les entreprises.
- Si chacun paie des impôts équitables, les moyens disponibles pour réaliser toutes ces missions seront plus importants. Les économies incessantes dans les services publics ne font qu'accroître les inégalités, l'insécurité...

Sécurité sociale. Investir dans le capital humain, plus rentable que les économies de personnel.

- Nous voulons une sécurité sociale forte et fiable. Cela implique que les personnes qui bénéficient d'une pension ou d'une allocation puissent vivre dignement, sans courir le risque de basculer dans la pauvreté. Une partie de cette sécurité sociale est financée par des contributions sur le travail. C'est pourquoi davantage de personnes doivent avoir un travail qui contribue pleinement à la sécurité sociale (et pas des flexi-jobs par exemple). Cela implique non seulement plus de revenus, mais aussi moins de dépenses pour la sécurité sociale.
- Les dépenses sociales globales comme les soins de santé doivent être financées par des moyens généraux et pas seulement par des contributions sur le travail.
- La sécurité sociale doit offrir une sécurité de revenu. Sanctionner financièrement les malades de longue durée s'ils ne reprennent pas le travail suffisamment vite, c'est tout à fait indécent.

Pour défendre ces alternatives, manifestons le 29 septembre à Bruxelles !

